



Conférence de presse du comité « Non à l'initiative sur l'élevage intensif » du 13 juin 2022

## Le niveau de bien-être animal est déjà très élevé

*Exposé de M. Markus Ritter, président de l'USP (le discours prononcé fait foi)*

Nous, les familles paysannes de Suisse, sommes très attachées à nos animaux de rente. Nous les bichonnons sept jours sur sept. L'agriculture suisse se caractérise par un niveau très élevé de bien-être animal, qui est garanti par de nombreuses prescriptions, telles que :

- une **législation stricte sur la protection des animaux** à nulle autre pareille ;
- **des effectifs maximaux** par exploitation pour les poules, les porcs et les veaux ;
- des programmes d'incitation très efficaces pour des **systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux** et des **sorties régulières en plein air** ;
- de nombreux **labels** complémentaires ;
- un **système de contrôle efficace**.

La première loi suisse sur la protection des animaux n'est entrée en vigueur qu'en 1981. Mais depuis lors, elle a constamment évolué. Aujourd'hui, ce ne sont pas seulement l'espace à disposition et d'autres éléments quantitatifs qui sont réglementés, mais aussi les aspects qualitatifs du bien-être animal. Dans ce contexte, nous avons une bonne longueur d'avance sur l'UE. Celle-ci n'impose par exemple aucune exigence pour l'élevage des vaches laitières ou des bovins. L'élevage en batterie des poules pondeuses, interdit chez nous depuis 30 ans, est encore très répandu dans l'UE : 50 % des poules pondeuses sont détenues dans ces conditions. Nos porcs aussi se portent nettement mieux que leurs congénères à l'étranger. Chez nous, la castration n'est autorisée que sous anesthésie et la coupe de la queue est interdite. Dans l'UE, ces prescriptions n'existent pas. En Allemagne, 79 % des porcs vivent encore sur des caillebotis intégraux. Cette pratique n'est plus autorisée chez nous. Et en ce qui concerne la taille des étables également, l'espace accordé à chaque animal est plus grand chez nous.

Bien entendu, certains estimeront que cet espace est encore trop restreint, c'est légitime. Or, il existe d'innombrables labels qui respectent les directives de programmes volontaires d'étables particulièrement respectueuses des animaux ou de sorties régulières en plein air. En outre, plusieurs labels vont encore beaucoup plus loin, comme bio, Demeter ou KAG-Freiland. Mais ces derniers ont une part de marché très faible et ne se développent que lentement. Pour de nombreuses personnes, le souci du bien-être animal semble s'estomper au plus tard lors du passage à la caisse.

Le problème ne réside pas dans les exploitations agricoles. Les programmes SST et SRPA sont très populaires. Dans la production de viande de volaille, le programme SST est appliqué pratiquement partout. Dans la production d'œufs, 85 % des poules pondeuses profitent des sorties régulières en plein air. Chez les vaches, 85 % également profitent des conditions du programme SRPA, et 60 % sont détenus dans une étable à stabulation libre. En ce qui concerne les porcs, 70 % d'entre eux sont détenus dans un système de stabulation particulièrement respectueux des animaux et 50 % disposent d'un parcours extérieur. L'offre est là !

Et malgré tout, nous nous retrouvons face à cette initiative qui veut imposer à notre élevage des contraintes totalement incompatibles avec le marché et qui remet ainsi en question la détention d'animaux de rente. Une chose est sûre : la consommation ne changera pas avec un « oui » à l'initiative. À l'heure actuelle déjà, la Suisse dépend d'importations considérables pour nourrir sa population. En cas d'acceptation, ces importations exploseraient, en particulier celles de viande de volaille, d'œufs et de viande de porc. Or, ce n'est pas la solution !